

Réponse du Groupe M6
à la consultation publique de l'ARCEP
sur la poursuite de la régulation du marché de gros
des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre

Question 1 : L'Autorité invite les contributeurs à compléter son analyse par des informations supplémentaires ou des points qu'elle n'aurait pas cités.

- Pour la parfaite information de l'Autorité, nous rappelons que, contrairement à ce qui est indiqué à la page 52 du document, le multiplex R4 n'utilise pas TMS. En effet, R4 n'a pas trouvé d'accord financier satisfaisant avec TDF sur la mise en place de ce mode de transport.
- Le document d'analyse s'attache principalement à analyser la concurrence en termes de parts de marché en volumes de sites. Il est, à notre avis, nécessaire de s'attacher davantage à la part de marché en valeur, qui nous semble être un indicateur plus pertinent du niveau de concurrence. En effet, le réseau principal d'émetteurs comporte un nombre de sites réduit mais constitue une part majeure des coûts de diffusion des multiplexes.

Question 2 : L'Autorité invite les contributeurs à compléter son analyse des perspectives de la diffusion TNT, par des informations supplémentaires ou des points qu'elle n'aurait pas cités.

- Le rythme de déploiement envisagé pour R7 et R8 (1626 sites chacun en 17 mois maximum) risque d'entraîner des difficultés opérationnelles pour les opérateurs alternatifs, probablement encore plus importantes que celles observées au cours des 3 dernières années. C'est pourquoi nous rejoignons la préoccupation exprimée à la page 62 : les conditions de régulation doivent permettre le développement de la concurrence sans compromis sur la qualité des services rendus.

Question 3 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur la définition du marché pertinent qu'elle propose.

- Nous sommes en phase avec la définition du marché pertinent proposé par l'ARCEP.

Question 4 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'application du « test des trois critères » au présent marché.

- Nous sommes en phase avec l'application du « test des trois critères » au présent marché.

Question 5 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'analyse de l'Autorité concernant la situation de TDF sur le marché.

- Nous sommes en phase avec l'analyse de l'Autorité concernant la situation de TDF sur le marché.

Question 6 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur la proposition d'un encadrement tarifaire (pour les prestations imposées à TDF) issu d'un modèle technico-économique de réseau établi par l'ARCEP, ainsi que sur les différentes modalités envisagées.

- Nous sommes favorables à l'introduction d'une flexibilité en matière de durée de contractualisation entre les acteurs. TDF doit être en mesure de proposer des prestations dont la durée est comprise entre 1 et 5 ans (voire 10 ans dans certains cas), en fonction des besoins des différents acteurs.
- L'offre tarifaire d'hébergement TNT de TDF doit être désormais construite site à site (les tarifs ne doivent plus être fixés par typologie).
- Sur les sites non répliqués à ce jour (qu'ils soient répliquables ou non), l'offre tarifaire d'hébergement TNT de TDF doit être orientée vers les coûts afin de favoriser le déploiement de systèmes antennaires alternatifs.

Question 7 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur les autres évolutions envisagées en termes d'obligations mises en oeuvre sur le marché.

- L'audit et la séparation comptable restent nécessaires sur chacun des sites du réseau principal.
- Sur les sites non répliqués à ce jour (qu'ils soient répliquables ou non), l'accès aux terrains de TDF est essentiel. Si une obligation générale d'accès ne peut être imposée par l'Autorité, les refus de TDF devront être motivés et rendus publics.

* * *
*